

<http://www.snetap-fsu.fr/Pays-de-la-Loire-creation-du.html>



Pays de la Loire : création du comité de défense de l'EAP

- Nos Actions -

Date de mise en ligne : vendredi 9 mars 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Une nouvelle dynamique pour l'enseignement agricole public des Pays de la Loire : le comité régional de défense et de promotion de l'enseignement agricole public

C'est au Lycée agricole du Fresne (St Gemmes près d'Angers), que le jeudi 8 mars 2012, s'est créé le comité régional de défense et de promotion de l'enseignement agricole public des Pays de la Loire.

Émanation régionale du comité national, créé lui il y a 2 ans et demi, ce comité se veut le rassemblement de l'ensemble des organisations (partis politiques, associations, syndicats) qui souhaitent défendre et promouvoir l'enseignement agricole public dans notre région.

De défendre et promouvoir, ses valeurs (laïcité, service public, gratuite, égalité de traitement...), ses formations (généraliste, technologique et professionnelle) que ce soit dans les lycées, les Centres de formation pour apprentis ou pour adultes.

De défendre et promouvoir aussi ses spécificités, avec par exemple ses exploitations ou ses ateliers technologiques.

Pourquoi créer un tel comité ?

Parce qu'aujourd'hui les différentes mesures nationales menacent l'existence même de cet enseignement. Les différentes formes et les choix politiques partisans ont amené cet enseignement à ne plus scolariser que 17% des

élevés en Pays de la Loire. Il a besoin, il mérite d'autres perspectives, d'autres ambitions.

D'autant plus qu'il est reconnu comme permettant entre autre une très bonne insertion professionnelle.

Qui participe à ce comité ?

Ce sont 19 personnes, pour l'instant, représentant des partis politiques (PS, PCF, EELV), des organisations professionnelles (Confédération paysanne), des associations de parents d'élevés ([FCPE](#)), des syndicats ([SNETAP-FSU](#), [CGT](#)) qui sont à l'initiative de ce projet.

Pour faire quoi ?

Il s'agit pour le comité d'être une force de propositions vers la Direction Régionale de l'Agriculture, de

Pays de la Loire : création du comité de défense de l'EAP

l'Alimentation et de la Forêt ([DRAAF](#)) et du Conseil Régional des Pays de la Loire surtout, mais aussi en direction de la profession ou encore des autres collectivités s...

Il sera actif notamment dans la mise en place du PREAP (Projet Régional de l'Enseignement Agricole Public) ou encore pour valoriser l'Enseignement Agricole Public dans notre région. Le Comité demandera prochainement à être reçu par la DRAAF.



Sur la photo, les membres du comité et Jean-Marie Le Boiteux secrétaire Général du SNETAP FSU.

- Guillaume GAROT, Député -Maire de Laval (PS-53) ;
- François DE RUGY, Député (EELV-44) ;
- Matthieu ORPHELIN, Vice-Président du Conseil Régional des Pays de la Loire (Europe Écologie Les Verts-49) ;
- Michel PERRIER, Conseiller régional des Pays de la Loire (Europe Écologie Les Verts-53) ;
- Sophie BRINGUY, Vice-Présidente du Conseil Régional des Pays de la Loire (Europe Écologie Les Verts-72) ;
- Christophe CLERGEAU, Vice-Président du Conseil Régional des Pays de la Loire (Parti Socialiste- 44) ;
- Julie COCHIN, conseillère régionale des Pays de la Loire (PCF-53) ;
- Françoise MARCHAND, adjointe au Maire de Laval (EELV-53), ancienne présidente du CA de l'[EPL](#) de Laval ;
- Gilles LEPROUST, Conseiller Général et Maire d'Allonnes (PCF-72) ;
- Patricia BODENES, conseillère municipale de St Herblain (PS-44) ;
- Florian DEROUET, conseiller municipal de Laval (PCF-53) ;
- Pierre MESSAGER, Porte Parole Régional de la Confédération Paysanne (53) -Etienne HEULIN, Représentant de la Confédération Paysanne Pays de la Loire (49) ;
- Yvelise DRAPPIER, membre du bureau régional de la FCPE, représentante CREA (49) ;
- Clotilde DEPARIS, représentante FCPE, élue CA de l'EPL de Laval ;
- Bernard VALIN, Membre du Conseil Fédéral Régional de la FSU Pays de la Loire ;
- Christophe TROPEAU, Représentant CGT Educ'Action, Pays de la Loire ; -Gérard PIGOIS, Secrétaire Départemental FSU 53 ;
- Yoann VIGNER, Secrétaire Régional SNETAP-FSU Pays de la Loire et des représentants des sections SNETAP-FSU de l'ensemble des établissements publics agricoles des Pays de la Loire.

Deux articles de presse publiés dans l'Avenir Agricole :

24 L'avenir agricole

W 15/03/12 - 9 MARS 2012

Entreprise **Technique et Gestion**

L'enseignement agricole doit-il ou non prendre ses distances avec la profession ?

REFORMES Dans un contexte en rapide évolution, les acteurs de l'enseignement s'interrogent sur les trajectoires à prendre pour former les agriculteurs de demain. Le Comité de défense de l'enseignement agricole public a organisé un débat, le 28 février, au Salon de l'Agriculture.

Programmes et pédagogie

Dans un contexte d'évolutions fortes (compétences, référentiels, référents de la Pse, rapprochement des lycéens, maîtres, enseignants de la part des élèves, des bases de données agricoles, etc.), le Comité de défense de l'enseignement agricole public, estime que son rôle est de former des professionnels mais aussi des citoyens, et proposer une série de propositions que le congrès national proposera à la direction générale de l'enseignement agricole. Les MFR ont déjà initié les travaux. Le Coadp compte mener un séminaire de réflexion des enseignants sur les enjeux sociétaux et la place de l'agriculture dans la société.

Le Comité de défense de l'enseignement agricole public a organisé un débat au Salon de l'Agriculture sur les trajectoires à prendre pour former les agriculteurs de demain. (Photo d'archives).

est l'une des compétences du Comité permanent de défense de l'enseignement agricole public, qui rassemble parents, syndicats et associations.

Intérodés ou partenaires des professionnels ?

Pour prendre le tournant d'une agriculture plus écologique, ce comité propose de renouveau l'enseignement de la fonction du ministère de l'Agriculture et ainsi de "jongler de la profession".

Il faut pour autant intégrer directement l'Education nationale, "et ce n'est pas en créant un autre bac", mais plutôt une sous-direction dédiée.

"Nous formons des professionnels, mais ne pouvons pas être directement d'eux", objecte Florence Besson, membre du Coadp, un syndicat rattaché à FO qui a toujours milité pour le rapprochement au ministère de l'Agriculture. Sans nier le poids de la profession, elle rappelle que "les programmes sont écrits par les professionnels dans les comités nationaux spécialisés".

Le Coadp (Comité national de l'enseignement agricole) estime lui aussi sur le lien important entre l'enseignement agricole, la profession agricole et les territoires, c'est un moyen d'adapter la formation aux attentes du marché du travail. "Nous ne sommes pas pour ouvrir à la hâte des professionnels, mais le secteur agricole

du Coadp, Philippe Pousin. Notre rôle est aussi de réfléchir, voire de militer la profession et lui proposer notre analyse des situations en cours".

Jusqu'à cela, inutile d'insister. La filière professionnelle envisage un tiers d'insertion de ce 1/3 via nous après la fin de la formation. Le plus fort taux, en France.

AVENIR AGRICOLE, 9 mars 2012, p.36

"Est-ce qu'on n'est pas en train de tuer le bac technologique ?"



Michel Gaudin enseigne la gestion au lycée agricole de Laval. Il estime que le bac technologique est menacé : au fil des ans, les matières générales prennent plus de place, au détriment de la technique et du terrain. Conséquence : les élèves s'en détournent.

Michel Gaudin est professeur depuis 1987. Il ressent "un danger" qui pèse sur le bac technologique. "Au gré des réformes, on réduit progressivement les matières professionnelles au profit de matières générales. Pourtant, les élèves viennent ici par envie de contact du terrain." Ces matières sont aussi des moyens de remotiver certains élèves fichés avec l'école. "Est-ce qu'ajouter une deuxième langue vivante à leur programme répond à leurs attentes ?" La réponse est plutôt non, selon lui. "Quand mes élèves arrivent en BTS, ils ont fait, parce qu'ils n'ont pas eu assez de technique avant".

Le Bac pro, très pratique, s'adresse plutôt à des jeunes en difficulté scolaire. Le Bac techno mais approche généraliste et professionnelle, permettant ensuite de poursuivre avec un BTS (Arse). D'après Michel Gaudin, on est en train de déshabiller ce bac techno. En donnant moins technique, il déshabille les jeunes, qui s'orientent plus facilement vers le Bac pro (surtout depuis qu'il est passé de 4 à 3 ans). "Aussi, à terme on va vers le développement de l'apprentissage". C'est à dire, vers la concurrence des MFR. "A trop généraliser, est-ce qu'on n'est pas en train de tuer le bac technologique ?" Ce diplôme donne la capacité professionnelle (permettant de s'installer). Or, "le ministère souhaite lui enlever cette attribution". Cela finirait de lui faire tourner le dos à l'agriculture.

Mettre l'élève au centre

"Je n'ai vraiment pas l'impression que l'élève soit au centre des réflexions au ministère.", Michel Gaudin s'arrête sur l'exemple du développement durable auquel est consacré un volume horaire : "On nous demande de devenir des profs militants. C'est mettre la charrue avant les bœufs. Ces gamins n'ont que 16 à 20 ans : commençons par leur présenter la diversité de l'agriculture, par les amener sur le terrain, rencontrer des agriculteurs".

Rémi Nagel
remi.nagel@aveniragricole.net

Pour le Comité
Y.VIGNER
SNETAP-FSU
09/03/12